

**CHEVREUSE** Une centaine de personnes ont manifesté devant l'Assemblée nationale

# Les élus du parc naturel opposés à la loi Duflot

**M**algré un appel un peu tardif, lancé vendredi dernier par le président du parc naturel régional (PNR) de la Haute-Vallée de Chevreuse Yves Vandewalle et le député (UMP) de Rambouillet Jean-Frédéric Poisson, ils étaient une bonne centaine à s'être rassemblés hier devant l'Assemblée nationale afin de protester contre le projet de loi ALUR (accès au logement et urbanisme rénové) défendu depuis hier par la ministre du Logement Cécile Duflot.

Dans les rangs, les maires des communes du PNR, venus de Sonchamp, Cernay-la-Ville ou encore Bonnelles, députés et membres de l'association des amis du Parc s'inquiètent d'une loi qu'ils jugent « catastrophique pour les parcs naturels », selon Yves Vandewalle, par ailleurs vice-président (UMP) du conseil général des Yvelines.

## ■ 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025

« Cette loi prévoit la fin du caractère obligatoire des chartes dans les parcs, poursuit ce dernier, elles empêchent pourtant de construire n'importe où et n'importe comment. Cela fait des mois que nous nous opposons à cela avec la fédération des parcs. »

Par ailleurs, les manifestants s'inquiètent des conséquences de la loi SRU (solidarité et renouvellement



Paris (VII<sup>e</sup>), hier. Maires du parc de la Vallée de Chevreuse, élus et associatifs se sont rassemblés autour d'Yves Vandewalle (micro en main), président du PNR. (DR.)

urbains) qui prévoit 25 % de logements sociaux dans les communes de plus de 1 500 habitants, appartenant à une communauté de communes de plus de 50 000 habitants, à l'horizon 2025. « C'est le cas de celles appartenant à la communauté de communes de Rambouillet, explique Yves Vandewalle, il leur faudrait construire plusieurs centaines de logements, ce qui est contraire au Grenelle sur l'environnement et surtout, ce qui est infaisable. Ces municipalités n'en ont pas les moyens, c'est une loi absurde car impossible à appliquer. »

Les élus du PNR de la Haute Val-

lée s'en étaient d'ailleurs déjà ouverts par courrier auprès de Cécile Duflot. Cette dernière leur a adressé une fin de non-recevoir fin juillet, arguant, entre autres, que la loi SRU enjoignait les maires à « poursuivre leurs efforts en faveur de la mixité sociale ». Des députés, dont Jean-Frédéric Poisson, ont d'ores et déjà prévu de déposer des amendements contre la loi ALUR lors des débats. Lundi prochain, Yves Vandewalle et le maire (SE) de Bonnelles Guy Poupard rencontreront, à Paris, le ministre de l'Ecologie Philippe Martin.

LAURENT MANSART